

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseil national des 25 et 26 mai 2013

Intervention de Gilles Garnier sur les élections européennes de 2014

Cher(e)s camarades,

Le rapport que je vais vous présenter aujourd'hui n'est que le premier rendez vous que nous aurons sur le sujet. Comme l'a rappelé Pierre Laurent hier, entre la préparation de la convention à l'automne, la préparation du congrès du Parti de la gauche européenne en décembre, la désignation de nos candidats et la campagne elle-même, c'est l'Europe qui va devoir plus encore qu'aujourd'hui s'inviter dans nos débats au sein de notre parti, mais aussi du Front de gauche et plus largement encore dans le débat citoyen.

Je me permettrai d'ajouter un point à l'excellent rapport de Pascal hier sur les municipales. Nous devons, dans la campagne des municipales, ne pas oublier la dimension européenne et ce sur plusieurs aspects. Le premier, bien sûr, est que la conception même des pouvoirs locaux en Europe pèse sur notre organisation politico-administrative et en particulier sur l'échelon communal.

Dans d'autres pays européens, des réformes, des restructurations de l'organisation politico-administrative ont déjà eu lieu, au nom des mêmes principes et avec les mêmes conséquences. Trop d'échelons, complexité pour les citoyens, coût exorbitant des élus, nécessité de travailler à la compétition entre territoire, voilà le leitmotiv des interventions de tous les libéraux de droite ou de gauche lorsqu'ils parlent des réformes, de décentralisation. Dans le même temps, là où elles ont déjà été appliquées, les réformes ont toutes abouti à un assèchement du pluralisme, à un éloignement de la décision de la citoyenne ou du citoyen, à une complexification du système désarmant le citoyen face à des lieux de pouvoir qu'il ne repère plus et qu'il ne comprend plus et surtout à un amoindrissement du service public de proximité. En Grèce, par exemple, c'est au

nom de ces principes d'économie que l'on a divisé par deux le nombre de provinces et de régions et que désormais à une île correspond une seule entité communale.

En Italie, la dimension communale et surtout provinciale fortement liée à l'histoire complexe de l'unité italienne a failli être balayée par le gouvernement Monti.

Les mêmes arguments n'avaient ils pas été utilisés par le président Sarkozy lors de son discours de Toulon qui avait réussi à effrayer bon nombre d'élus locaux et qui, s'ajoutant à une situation économique et sociale dégradée du fait du gouvernement de droite, avait accéléré la chute de la droite au Sénat.

Vouloir maintenir l'échelon communal comme l'a dit Pascal, c'est autant une volonté de maintenir un échelon démocratique au plus près des populations, mais c'est aussi aider à la prise de conscience d'un sens civique indispensable. Oui, les 520 000 conseillers municipaux sont des ferments de la démocratie locale, en particulier les élus communistes et républicains et plus largement du Front de gauche. Nous avons autant d'élus locaux en France que les 27 autres pays de l'Union européenne. Ce n'est pas un handicap mais bien une richesse.

La seconde raison est la volonté d'uniformiser les modes de fonctionnement de nos collectivités au plan européen. Le système descendant voulu par l'Union qui fait primer à chaque fois les décisions de l'échelon supérieur sur l'échelon inférieur. Les collectivités se devant de mettre en place les politiques européennes et nationales dans une forme de contractualisation obligatoire qui mine peu à peu l'indépendance des échelons inférieurs et donc la notion de compétence générale. La subsidiarité, principe européen initial, ne peut être recopiée dans chaque pays membre de l'Union sans tenir compte des spécificités de chaque pays.

J'encourage donc mes camarades et mes amis communistes et du Front de gauche à réfléchir, soit à la création, soit à la revendication des délégations de près ou de loin liées aux politiques européennes ou de coopération. Nous ne pouvons pas déconnecter notre réflexion entre une critique forte et justifiée de la construction de l'Union et dans le même temps laisser à d'autres la gestion des politiques contractuelles avec l'Europe qui serait de la simple gestion désincarnée de toute alternative à la politique menée actuellement par la commission et les gouvernements. Il en va en partie de notre crédibilité à porter un projet d'une autre Europe et ce du plan local jusqu'à l'échelon de l'Union.

De plus, ce n'est pas aux communistes avisés qui sont ici rassemblés qu'il faut dire qu'il y a toujours avantage à connaître les intentions des autres afin que de mieux les combattre et de montrer qu'il y a un autre chemin.

Je me permettrai donc de dire à Pascal que si le secteur élections le souhaite, nous pourrions rajouter une fiche sur les différentes politiques européennes qui concernent les territoires, les collectivités, afin qu'il soit aussi un des aspects novateurs des propositions que notre parti et le Front de gauche feront aux électrices et aux électeurs au moment du rendez-vous des municipales.

Et puisqu'un sondage a confirmé que les électrices et électeurs communistes et du Front de gauche étaient les plus informés sur les questions européennes en référence aux débats que nous avons menés au moment du traité constitutionnel européen en 2005. Nous ne devons pas perdre ces acquis. Un communiste informé est un communiste qui, dès l'échelon local, tente de réorienter les politiques contractuelles, il est un communiste qui sera encore plus efficace dans le combat nécessaire que nous avons à mener pour la construction d'une autre Europe.

Le contexte dans lequel nous préparons ces élections, Pierre l'a dit hier, n'est plus du tout le même qu'en 2009. L'étendue de la crise, sa complexité font que la défiance s'est durablement installée entre la population et les dirigeants des pays de l'Union. Des opinions publiques entières ont basculé dans la déception, voire la colère. Le sud et l'est de l'Europe qui étaient historiquement europhiles ont basculé dans l'euroscpticisme. C'est le cas de l'Espagne ou de l'Italie, où l'image de l'Union n'est plus positive que pour un tiers de la population. Il en est de même pour la France, seuls 40 % des Françaises et des Français ont encore une image positive de l'Union, ils étaient 60 % il y a quelques années.

La situation sociale, économique et démocratique en Grèce, à Chypre, au Portugal et en Espagne est catastrophique. Les salaires, les retraites, la santé, l'éducation ne sont plus épargnées par les politiques d'austérité menées, soit par des gouvernements de droite comme en Espagne ou au Portugal, ou par des gouvernements dits d'union nationale comme en Grèce ou en Italie. La récession et son cortège de malheurs sont durablement installés sur le continent.

Si les Allemands et les Polonais sont épargnés par le scepticisme, on peut tout de même noter un abaissement du niveau de confiance de ces peuples en l'Union européenne.

On peut ajouter que les scores de l'UKIP, rassemblement d'euroscptiques de droite en Grande-Bretagne, et le dernier sondage en Norvège qui confirme que 80 % des Norvégiens ne souhaitent pas que leur pays rejoigne l'Union confirment cette tendance. On verra bien le succès du référendum sur l'adhésion qui va se dérouler en Islande.

Les peuples qui ont longtemps cru, du moins majoritairement, en une Europe protectrice, îlot de stabilité et de développement, se sentent définitivement floués. L'Europe symbolisée il y a peu par le duo Merkel Sarkozy a y compris fait

ressurgir des réflexes anti-allemands dans certains pays. Tout étant fait pour que ces peuples ignorent qu'en Allemagne même des forces politiques et non des moindres comme Die Linke proposent des solutions alternatives aux orientations de Mme Merkel.

Mais l'idée que ces politiques austéritaires passeraient dans un consensus large disant qu'il ferait beau demain ne passent plus.

Des forces syndicales, associatives, citoyennes et politiques organisent la riposte. Des mobilisations immenses ont dénoncé ces politiques qui étaient contenues dans le dernier accord européen communément appelé Merkozy et mises en place par la Troïka avec l'accord des gouvernements locaux. Ces mobilisations ne concernent pas seulement la zone euro.

Au Danemark, par exemple, le gouvernement socialiste a laissé les collectivités locales négocier un accord avec les enseignants du premier degré qui était inspiré de l'idée qu'il fallait que les enseignants passent plus de temps avec et devant les élèves, vieux serpent de mer que Sarkozy avait aussi agité semant le doute sur tout le monde enseignant. Il y a eu un mois de grève, 40 000 enseignants ont été lock-outés, et alors qu'ils sont syndiqués à 97 % ,ils ont à 86 % suivi la grève contre l'avis de leurs dirigeants syndicaux. Et pour finir cette histoire, alors que 75 % des enseignants danois votaient pour le parti social démocrate aux dernières élections, seuls 3 % s'apprêtent à le faire aux prochaines élections locales, 30 % voteraient pour nos amis de l'alliance rouge et verte, mais 20,% s'apprêtent à soutenir l'extrême droite.

Il y a fort à parier qu'une nouvelle fois l'abstention progresse aux futures élections européennes, en particulier dans les classes populaires, celles-ci marquant leur défiance à l'égard d'un « machin » qui leur apparaît lointain mais qui surtout est associé aux politiques austéritaires menées dans chaque pays de l'Union, que celui-ci soit ou non membre de la zone euro. Il y a aussi le danger qu'un discours simpliste que je résumerai par « hors de l'Union le salut » fasse florès en cette période de doute et de scepticisme.

Mais qui a trahi l'idéal européen affiché depuis des années ? Je ne vous ferai pas ici un dictionnaire des citations de nos dirigeants européens et français depuis vingt ans. Mais l'acte unique, l'euro, les traités de Maastricht et de Lisbonne ne devaient-ils pas nous apporter joie, bonheur et prospérité, moins de chômage, la progression du pouvoir d'achat, la protection des salariés, une économie dynamique et compétitive, je vous en passe et des meilleures.

Tout ce que nous avons dénoncé depuis des années reste valable. Il y a un défaut de fabrication dans la construction de l'Union européenne. Elle est même le contraire de ce qu'elle nous dit défendre. Toutes ses décisions politiques et économiques n'ont eu pour conséquence que son affaiblissement économique et

politique, tout en renforçant le capitalisme financier. La part de l'Union européenne dans le marché mondial ne cesse de décroître. Sa place dans le concert des nations est inexistante, voire contre productive tant elle ne fait que s'aligner sur les Etats-Unis. Ce hiatus, ce divorce, ce gouffre entre la parole des « élites » européennes et le vécu des peuples est total.

La preuve est que même la Croatie qui avait tant espéré dans son adhésion n'a réussi qu'à mobiliser 20 % de ses électrices et électeurs pour envoyer 12 députés européens à Strasbourg. Voilà la réalité.

Nous sommes en droit de demander des comptes à ces gouvernements et à la Commission pour avoir menti depuis tant d'années. L'avenir à court terme, tant au plan économique et social, est sombre pour les peuples d'Europe, y compris et je le répète pour les peuples qui ne sont pas dans la zone euro. Les enseignants et les agents de la fonction publique britannique pourraient vous en parler mieux que moi.

La difficulté est que le doute s'est installé sur la capacité des gouvernements et de l'Union à pouvoir régler les problèmes, voire même, je le disais à l'instant, s'ils n'en sont pas les instigateurs. Et si cette défiance continue de progresser, il y a fort à parier que les démagogues et les forces conservatrices et d'extrême droite en profitent. Nous devons reprendre le flambeau de l'espoir et du changement. C'est aussi sur la renégociation du traité Merkozy que François Hollande a été élu et sa capitulation sans conditions dès les premières semaines de mandat a été un coup de canif dans le contrat que celui-ci avait signé avec la majorité des Français qui l'avaient porté au pouvoir.

On sent bien pourtant, au moins dans les paroles et élections et situation sociale obligent, une inflexion dans les discours. Michel Barnier et Manuel Barroso sentent bien que l'optimisme béat ne paye plus et que les politiques austéritaires sont massivement rejetées. On aurait pu croire que François Hollande se serve de sa nouvelle légitimité pour reprendre la copie et insiste pour qu'un autre chemin soit emprunté. Il s'est rallié. Il a même devancé les demandes de l'Union pour rentrer dans les clous du déficit de 3 %. Mais, comme le faisait justement remarquer Pierre dans son intervention d'hier, le sursis ne vaut que par les conditions qui lui sont associées : réforme du droit du travail, la transposition de l'ANI versus MEDEF couvre cette exigence de l'Union, la réforme des retraites est en cours et au vu des annonces qui sont faites nous savons qu'elles n'iront pas dans le sens du mieux-être social, l'ouverture à la concurrence, mais c'est celle-là même qui a précipité des secteurs économiques dans la crise et en particulier le secteur industriel ou le secteur public qui n'a cessé de vivre un rétrécissement de son champ d'action. C'est la concurrence à outrance qui tue les emplois et la croissance, pas l'inverse.

Il y a bien donc des injonctions paradoxales, la conférence de presse de François Hollande et son discours au 150e anniversaire du SPD montrent qu'il n'y a

aucune volonté de réformer le système. Tout au plus met-il l'accent sur la croissance et dans les mots, sur le social. Mais son ralliement à l'idée d'un gouvernement économique européen, vieux serpent de mer défendu en son temps par Jacques Delors, n'est pas audible. Si le Président de la République croit que cette idée va enflammer les foules ou bien si le fait de renforcer nos liens va automatiquement changer le logiciel de l'Union construit sur la base d'un libéralisme échevelé et dont « la concurrence libre et non faussée » vaut pour devise, il se trompe je le répète. Le ver est dans le fruit.

La pièce manquante depuis les débuts de la construction européenne eh bien ce sont les peuples, considérés comme trop sots politiquement ou comme analphabètes économiquement, qui ne comprennent pas que l'on veut leur bonheur à leur place. Jamais ou trop rarement, l'Union a souhaité l'adhésion réelle des peuples. Elle a toujours privilégié les accords de sommet et le fait accompli. Laissant à chaque gouvernement le soin de jouer les pédagogues avec les peuples. Ceux-ci tombant souvent dans la caricature. « Si c'est bien c'est nous, si c'est mauvais c'est Bruxelles ». Jacques Chirac a été souvent le champion de ce double discours. Nicolas Sarkozy a, lui, plutôt assumé une politique intégrative et supranationale, à condition que l'on dise qu'il en était soit l'auteur, soit à minima le coauteur.

Mais si intuitivement les Françaises et les Français pensent que ce n'est même pas à cet échelon que les choses se décident, que la finance et le marché sont les maîtres du monde, les politiques ne servent à rien. Nombreux à gauche s'étaient justement moqués de la formule de Jospin, alors Premier ministre, l'Etat ne peut pas tout. Mais que devrait-on dire de François Hollande, après Mittal et Pétroplus entre autres exemples. Je crois, nous croyons que ce n'est pas forcément le manque de résultats du gouvernement qui lui est le plus reproché mais bien son manque de volonté de s'attaquer aux problèmes et de changer la donne. Ceci vaut pour les décisions nationales comme pour les décisions européennes du Président. On pourrait résumer par cette formule : « On sait que la tâche n'est pas simple mais au moins qu'il essaie. »

L'interview d'Alain Badiou dans l'Humanité de cette semaine et la tribune de notre camarade et ami Francis Wurtz aussi dans l'Humanité sont d'excellents outils pour une grille de lecture d'un discours présidentiel socialiste qui ne nous étonne pas dans son contenu, mais qui nous surprend par sa rapidité dans la mise en musique de la pédagogie du renoncement dont nous connaissons la partition depuis 1983.

Face à cette déferlante que nous faut-il faire ?

L'un des premiers points sera de connaître le rapport des forces en Europe, en particulier le poids des forces de transformation sociale, qu'elles soient au sein du Parti de la gauche européenne ou non.

Depuis 2009, la majorité des pays de l'Union est gérée par la droite ou par des coalitions droite-gauche. Après avoir brièvement testé des gouvernements dits « techniques » en Italie et en Grèce, ces deux Etats ont des gouvernements dits « d'unité nationale ». La fragilité du gouvernement grec, soutenu par une majorité de quelques sièges au Parlement, et l'instabilité du gouvernement italien font que nous ne savons pas combien de temps, pour ce dernier, va durer cet attelage hétéroclite entre le parti démocrate et le parti de Berlusconi.

En Espagne et au Portugal, des gouvernements de droite atteignent un haut niveau d'impopularité qui risque de se voir dans les urnes aux élections locales de l'automne au Portugal s'entend. En Grande-Bretagne, confirmant la thèse dite de la photocopie, les conservateurs ayant ouvert la boîte de Pandore de la sortie de l'Union, c'est l'UKIP, un parti eurosceptique de droite, qui risque de tirer les marrons du feu, permettant aux travaillistes d'espérer, alors qu'ils dépassent de peu 30 % du corps électoral.

En Allemagne malgré une série d'échecs aux élections locales, Angela Merkel peut espérer garder son siège de chancelière malgré la récente apparition d'un parti de droite proposant la sortie de l'euro. A l'est, en Slovénie, Slovaquie, Bulgarie et Roumanie, dans un contexte de crise économique profond et de recul des droits des salariés et de baisse du pouvoir d'achat, les alternances se succèdent sans grand espoir de la population de voir les choses changer.

Les élections européennes risquent, je le disais, de voir une progression certaine de l'abstention. Rappelons-nous, elle était déjà de 59 % en 2009, et un score en hausse des partis populistes et d'extrême droite : la Grèce avec Aube dorée, le Danemark et la Suède avec leurs partis du peuple, la Belgique avec les partis extrêmes flamands, la France avec le Front national, jamais peut-être on a été aussi prêts de l'éclatement de l'Union. Des tendances à l'éclatement des Etats comme en Grande-Bretagne avec l'Écosse, la Belgique avec la Flandre et l'Espagne avec la Catalogne, l'idée du retour à l'identité nationale comme réponse à la crise de l'Union européenne et à la crise économique peut apparaître pour certains comme une issue possible. Le contenu des politiques défendues par ces différents partis, qui réclament l'indépendance, peut être très différent, mais les partis qui prônent cette solution semblent laisser croire qu'ils s'en sortiraient mieux s'ils étaient seuls. Mais ni les Flamands, ni les Catalans, qui plaident pour sortir de leurs pays respectifs, ne mettent en cause fortement les politiques libérales. Il n'en est pas de même en Écosse.

Dans de nombreux pays européens, les réactions syndicales, citoyennes et politiques ont déjà permis de constater des convergences. Les liens entre les mobilisations et les partis comme Syriza en Grèce ou la Gauche unie en Espagne ou comme le Bloc de gauche ou le Parti communiste portugais avec ces mobilisations sociales ne sont plus à démontrer. Ces partis sont perçus localement comme une alternative possible contre une droite ultra libérale et des

socialistes écartelés entre leurs engagements européens et leur participation à la protestation contre les gouvernements de droite. Les résultats aux élections locales seront là aussi un signe du score que les partis amis membres ou non du PGE pourront obtenir aux élections européennes de mai prochain. Il est aussi à espérer que Die Linke, malgré des débats internes récurrents, puisse être une force qui compte à nouveau au sein du groupe GUE NGL au Parlement européen.

La situation en Italie est plus complexe et le mouvement de Grillo a fonctionné comme un aspirateur géant des mécontentements faisant cohabiter au sein de ses groupes parlementaires des élus venant d'horizons les plus divers de la politique, c'est le moins que l'on puisse dire.

La liste conduite par Ingrao dans laquelle nos camarades de Refondation communiste et du Parti des communistes italiens étaient présents n'a pu entrer au Parlement.

Seul désormais SEL de Nicchi Vendola, le récent allié de gauche du parti démocrate, qui vient de s'en éloigner, est présent dans les deux assemblées. Le congrès du Parti démocrate s'annonce houleux, car la décision de participer à un gouvernement d'entente avec la droite berlusconienne a laissé des traces chez les militants et les élus. Le succès de la manifestation contre l'austérité à Rome à l'appel de la FIOM (les métallos de la CGIL) a été un grand espoir et a montré qu'il y avait en Italie un potentiel, mais encore faudrait-il qu'un processus de dialogue entre les partis de gauche de transformation sociale et le mouvement social se renoue.

De ce « désordre de courage » face à l'agression des politiques libérales peut-il sortir quelque chose ?

C'est l'une des tâches que s'est fixée le Parti de la gauche européenne avec à sa tête Pierre Laurent. Malgré les différences d'approche et des réalités politiques et sociales différentes, ce parti est devenu l'interlocuteur des mouvements sociaux les plus en pointe.

La participation en tant que tel du PGE à l'Alter Summit d'Athènes les 7 et 8 juin prochains est une étape importante dans ce nécessaire dialogue entre celles et ceux qui rejettent les dogmes libéraux et qui cherchent à construire une alternative. Sur le fond nous partageons avec ces mouvements des constats et des analyses, nous sommes en grande partie d'accord sur les solutions à apporter, mais nous pouvons diverger sur le débouché politique, car chez certains la méfiance « du politique » reste forte. Il nous faut dépasser cette défiance et mettre au cœur des débats les projets, les propositions et le chemin pour y parvenir.

Nous ne pouvons plus nous contenter de parler de réorientation de la construction européenne mais bien de sa reconstruction, de sa refondation, peu importe le mot, dans tous les cas si on veut que l'Union européenne contribue à la construction d'un autre monde de partage et de solidarité il lui faut changer de logiciel.

Et comme nous sommes certains qu'elle ne le fera pas d'elle-même et que les partis actuellement majoritaires au Parlement et dans les pays adhérents ne le feront pas non plus, c'est bien à nous de le faire. A nous, hommes et femmes de gauche, persuadés que seules la démocratie et la délibération collective pourront changer les institutions européennes qui nous sont imposées.

Il nous faudra à nouveau nous pencher sur un certain nombre de mots clés et de concepts sur lesquels il nous faudra revenir cet automne aux Assises dans le dialogue avec les autres forces du Front de gauche et plus largement de la gauche, ainsi qu'avec nos partenaires européens du PGE et du groupe GUE NGL au Parlement européen. Nous ne partons pas de rien, nos propositions de 2009, notre récent congrès, peuvent aussi être l'ossature de notre travail.

Les questions à trancher sont nombreuses, je n'en citerai que quelques-unes sans les hiérarchiser, sans trancher avant que le débat n'ait eu lieu dans notre parti et au sein du Front de gauche :

- **Fédéralisme** par le biais de l'intégration forcée ou réel confédéralisme pour sortir des solutions hybrides qui sont celles de l'Union actuelle et qui sont illisibles pour les citoyennes et citoyens de notre pays.
- **Rôle du Parlement**, de la Commission, des différentes présidences : eurogroupe et union.
- **Positionnement à l'égard de l'euro**, ce débat existe aussi au sein du PGE.
- **Rôle de la Banque centrale européenne** sur laquelle nous avons déjà beaucoup écrit. Je me réfère aux travaux de notre parti mais aussi des économistes indignés chez lesquels Frédéric Boccara joue un rôle éminent.
- **La question de la dette** : audit dette des Etats.
- **La question du budget européen** pour la première fois rejeté aussi massivement par le Parlement européen et qui touche à des politiques positives comme le budget d'aide aux plus démunis ou la politique d'échanges Erasmus, et à la politique agricole commune et la politique de pêche, ces deux dernières étant moins positivement perçues par les agriculteurs et les pêcheurs français.
- **Le dogme de la concurrence libre et non faussée** qui fait des ravages dans tous les pays de l'Union en favorisant le démantèlement, pierre par pierre, des entreprises et des services publics pour favoriser les entreprises privées et la financiarisation de l'économie.
- **La politique de protection des consommateurs** européens qui n'est souvent que le fruit du travail du meilleur lobby oubliant l'intérêt des Européens eux-mêmes.
- **L'accord de libre-échange** avec le Canada et les Etats-Unis qui pourrait livrer pieds et

points liés des pans importants de notre économie sans être certain de la réciprocité, en particulier sur les questions agroalimentaires ou de nouvelles technologie, dont la bataille à mener n'est pas que la diffusion mais bien la gestion des brevets qui sont dans les mains des grands groupes américains.

- **Sans oublier la culture**, cette obsession américaine de faire sauter les verrous des aides publiques à la création et à la diffusion et la politique des quotas pour les œuvres culturelles qui empêchent une invasion totale des produits culturels américains, comme ils ont pu le faire en Europe de l'Est après la chute du mur ou en Afrique. Depuis les accords Blum-Byrnes de 1946, les États-Unis se plaignent des restrictions à la diffusion d'œuvres venues d'outre Atlantique et à la politique de taxation de la diffusion de leurs œuvres. Comme nous l'avons fait depuis 1946, nous devons être en première ligne des mobilisations sur ce sujet. A l'image de ce qu'avait fait Jack Ralite avec les états généraux, peut-être un appel de femmes et d'hommes de culture en Europe sur le sujet est à envisager.
- **L'avenir des politiques européennes en matière d'aide à la réindustrialisation** en favorisant une politique de crédit en direction des entreprises d'avenir et allant vers une économie plus respectueuse de la planète et donc de celles et ceux qui y habitent.
- **Les critères d'adhésion des nouveaux pays de l'Union**, en insistant sur le contenu social environnemental et du droit des femmes, ainsi que celui des minorités quelles qu'elles soient.
- **Le rôle de l'Union dans l'aide au développement des pays du Sud** et les nouvelles coopérations à développer.
- **La politique d'accueil et d'immigration** pour éviter le pillage des cerveaux du Sud et au contraire le renvoi de gens qui travaillent qui étudient ici !
- **La coopération entre services publics** mais aussi entre entreprises publiques au sein de l'Union.
- **Obtenir une directive sur les services publics.**

Nous le voyons, le chantier qui nous attend est important et grand. Il nous faudra donc, en interne, dans notre parti, au sein du Front de gauche, avec nos partenaires du Parti de la gauche européenne, mais aussi avec nos partenaires au sein du groupe GUE NGL au Parlement européen, travailler à un socle de propositions communes. Il y a aussi à votre disposition le projet d'appel qui sera signé par les participants de l'Alter Summit à Athènes. C'est aussi un texte qui devra nous inspirer pour nos débats futurs.

Nous pourrions ainsi déterminer la hiérarchisation de nos propositions :

- Ce qu'il faut faire d'urgence, y compris dans l'environnement actuel.
- Ce que nous proposons pour refonder la construction européenne.
- Aller vers un nouveau traité.

Vous le savez, nous avons souvent été présentés comme opposants systématiques à l'Union mais là n'est plus le propos. Ce que nous disons dès

1979, au cours des premières élections européennes au suffrage universel, c'est-à-dire que l'Union n'a été construite que sur des bases d'un libre échange économique qui n'a jamais voulu mettre les droits sociaux et environnementaux au même niveau que le commerce et la finance est encore juste. Il y a bien une erreur de départ. Je ne suis plus certain que nous puissions réparer ce navire UE qui prend l'eau de toutes parts. Mais telle que nous concevons l'espace européen, pensé comme un espace de coopération solidaire qui dépasse les frontières actuelles de l'UE - et je pense aux pays des Balkans non encore adhérents, au Maghreb et à l'est de l'Europe.

Notre vieille Europe, qui a su par le passé être une référence en matière de droits de l'homme et de droits des salariés, n'est plus ni un modèle ni une référence. Pourtant pensons que c'est notre sécurité sociale, nos services publics qui continuent de servir de mire à de nombreux peuples dans le monde. Si nous laissons démanteler définitivement l'Etat social, eh bien nous ne pourrions plus jouer ce rôle attractif que nous avons eu par le passé.

Plus concrètement, puisque nous parlons d'élections européennes, là aussi nous devons parler du mode de scrutin puisque l'obsession des deux grands partis, PS et UMP, est d'étouffer le pluralisme et donc la démocratie. Malgré l'accord passé entre le PS et les radicaux de gauche, il n'y aura pas de modifications du système électoral en 2014. Il n'y aura pas de liste unique nationale. Pourtant les socialistes avaient critiqué en son temps ce mauvais découpage. Les 7 circonscriptions métropolitaines et la circonscription outre-mer continueront d'exister. Même si elles n'ont qu'une réalité électorale éphémère et ne sont en rien des zones identifiées par leurs habitants. Peu importe, il s'agit de modérer la poussée de la contestation contre le gouvernement et donc de faire que les PS et l'UMP aient le plus de sièges possibles. La disparité démographique de ses vraies fausses régions fait que même si nous étions au même niveau qu'à l'élection présidentielle, voire législative, ce qui représenterait un progrès par rapport aux dernières élections européennes. Nous n'en verrions pas forcément la traduction en siège. Il s'agit bien là d'une volonté d'amoindrir la démocratie.

Mais malgré ce système pour le moins handicapant, nous pouvons espérer voir s'accroître la représentation du Front de gauche et de notre parti au sein du groupe au Parlement européen.

Le poids de notre groupe est déterminant afin que les institutions européennes et en particulier le Parlement retrouve un débat structurant gauche-droite plutôt que la recherche obsessionnelle du consensus. Le travail exemplaire mené par Patrick, Marie-Christine, Jacky, Junus et Jean-Luc aide à la perception des enjeux européens chez les communistes, mais bien au-delà grâce au travail qu'ils mènent au Parlement mais aussi pour beaucoup d'entre elles et eux dans leur circonscription.

Je pense que nous pourrions avancer un calendrier qui pourrait être celui-ci :

- Désignation de référents dans chacune des grandes régions dès juin.
- Travailler parallèlement des propositions au sein du PCF, du Front de gauche et du PGE, tout en cherchant à avoir des points de convergence avec les partis membres de la GUE NGL et qui ne sont pas membres du PGE avant la convention de cet automne.
- Débattre de ces propositions à l'automne.
- Déterminer en décembre les têtes de liste et la composition des listes à parité dans la foulée ; en respectant l'équilibre national des formations du Front de gauche.
- Tenter de mieux travailler encore à intégrer sur nos listes des amis et camarades européens.

Camarades, nous ne sommes pas seuls. Nous avons plus de points communs avec l'enseignant d'Athènes, l'infirmier de Madrid, le métallo de Charleroi et le précaire italien qu'avec nos propres compatriotes qui confisquent le pouvoir. Sachons montrer à notre peuple, avant et pendant la séquence des élections européennes, que c'est avec celles et ceux qui luttent pour une autre Europe que le chemin se construit.

—